



## CHAPITRE 88

Loi modifiant la charte de la cité de  
Thetford Mines

[Sanctionnée le 26 août 1977]

## CHAPTER 88

An Act to amend the charter of the  
city of Thetford Mines

[Assented to 26 August 1977]

Préambule. ATTENDU que la cité de Thetford Mines a un pouvoir spécial pour percevoir une taxe d'eau des propriétaires de lots non bâtis et que les montants qu'elle peut ainsi percevoir sont limités et que les limites ne correspondent plus aux besoins;

Qu'il y a lieu d'augmenter, pour elle, les montants fixés par la Loi des cités et villes;

Que, pour une meilleure répartition entre les usagers des dépenses de service et pour éviter que le contribuable moyen soit surtaxé, il y aurait lieu d'imposer aux lieu et place des taxes d'eau et de vidanges, une taxe dite taxe de service;

Qu'elle a le pouvoir de payer une pension à certains employés retraités mais que la limite accordée pour cette pension n'est plus adéquate;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifié, pour la cité de Thet-

WHEREAS the city of Thetford Mines has a special power to collect a water-rate from the owners of lots not built upon and the amounts that it may so collect are limited and the limits no longer correspond to the needs;

Whereas it is expedient that the amounts fixed by the Cities and Towns Act be increased for the city;

Whereas, for a better apportionment of the costs of services among users and to avoid overtaxing the average taxpayer, it would be expedient to impose in the place and stead of the water and garbage taxes, a tax called service tax;

Whereas it has the power to pay a pension to certain retired employees but under the existing limit such pension is no longer adequate;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is amended, for the city

S.R.,  
c. 193,  
a. 426,  
mod. pour  
cité.

R.S.,  
c. 193,  
s. 426, am.  
for city.

ford Mines, par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

Billet d'assignation.

« 17° Pour décréter que dans le cas de contravention aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, tout agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention aux règlements relatifs au stationnement, toute personne dont les services sont retenus par la ville à cette fin peut remplir, sur les lieux mêmes de l'infraction, un billet d'assignation qui en indique la nature, remettre au conducteur du véhicule ou déposer dans un endroit apparent de ce véhicule une copie de ce billet et en apporter l'original au département de police de la corporation.

Plainte.

Les dispositions qui précèdent n'empêchent pas la personne autorisée, si elle le juge à propos, de porter une plainte et de faire émettre une sommation suivant la loi, sans délivrer ce billet d'assignation.

Paiement pour éviter plainte.

Toute personne en possession de cet avis peut éviter qu'une plainte soit faite contre elle en se présentant au bureau de police et en payant, à titre d'amende, la somme fixée par le règlement, laquelle ne doit pas excéder \$10.00 dans le cas de contravention à un règlement relatif au stationnement et \$25.00 dans le cas de contravention à un autre règlement visé au présent paragraphe. Le paiement de l'amende et le reçu donné par la personne désignée par le conseil libèrent le contrevenant de toute autre peine relativement à cette infraction.

Plainte.

Si la personne en possession du billet d'assignation refuse ou néglige de s'y conformer dans le délai spécifié, la personne autorisée peut porter contre elle une plainte conformément à la loi;».

S.R.,  
c. 193,  
a. 446,  
mod. pour  
cité.

**2.** L'article 446 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1949,

of Thetford Mines, by replacing paragraph 17 by the following:

“(17) To enact that in case of violation of the by-laws relating to traffic and public safety, any police officer or constable or, in a case of infraction of the parking by-laws, a person whose services are retained by the town for such purposes may fill out, at the place of the infraction, a notice of summons stating the nature thereof, deliver to the driver of the vehicle or deposit in a conspicuous place on such vehicle a copy of such notice and bring the original thereof to the corporation police department.”

Notice of summons.

The preceding provisions do not prevent the authorized person, if he deems it expedient, from filing a complaint and causing the issue of a summons according to law, without giving such notice of summons.

Any person in possession of such notice may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the police station and by paying as a fine the sum fixed in the by-law, which must not exceed \$10.00 for the violation of a parking by-law or \$25.00 for the violation of another by-law contemplated in this paragraph. The payment of the fine and the receipt given by the person designated by the council shall free the offender from any other penalty in connection with such infraction.

Payment to avoid complaint.

If the person in possession of the notice refuses or fails to comply therewith within the prescribed delay, the authorized person may file a complaint against him according to law;”.

Complaint.

**2.** Section 446 of the Cities and Towns Act, replaced for the city by section 2 of chapter 85 of the statutes of

R.S.,  
c. 193,  
s. 446, am.  
for city.

est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Taxe d'eau  
pour lots  
non bâtis.

« Dans le cas de lots non bâtis, la taxe d'eau peut être imposée, mais le montant annuel de ladite taxe ne devra pas excéder quatre pour cent de la valeur du terrain tel que portée au rôle d'évaluation municipal en vigueur, et de plus, dans ces cas, la municipalité ne sera pas tenue de poser les tuyaux de distribution jusqu'à l'alignement de la rue, mais il sera nécessaire que le tuyau maître des systèmes d'aqueduc et d'égout passe devant cesdits lots non bâtis. Quelle que soit la valeur du terrain tel que portée au rôle d'évaluation, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionnée, ne devra pas être inférieur à douze dollars ni excéder cinquante dollars pour chaque lot. »

S.R.,  
c. 193,  
a. 473,  
mod. pour  
cité.

**3.** Le paragraphe 8a de l'article 473 de ladite loi, édicté pour la cité par l'article 5 du chapitre 118 des lois de 1959/1960, est remplacé par le suivant:

Pensions à  
certains  
employés.

« 8a. La cité a le pouvoir d'accorder par résolution une pension viagère n'excédant pas cent dollars par mois à chacun de ses employés permanents cessant d'être au service de la cité, ayant complété au moins vingt-cinq ans de services continus et ayant atteint leur soixantième anniversaire. Cependant si ces personnes viennent à bénéficier d'un fonds de pension créé en vertu des dispositions de la présente loi, la pension viagère devient caduque. »

S.R.,  
c. 193,  
a. 518,  
mod. pour  
cité.

**4.** L'article 518 de ladite loi est modifié, pour la cité, par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Compensation pour le  
service  
d'égout.

« Lorsqu'elles sont à la charge du propriétaire, la compensation pour le service d'égout et la taxe de l'eau mentionnées au sous-paragraphe b du paragraphe 23° de l'article 427 et au paragraphe 4° de l'article 442 ou la compensation prévue au paragraphe 3° de l'article 525

1949, is amended by replacing the second paragraph by the following:

“In the case of lots not built upon, the water-rate may be imposed, but the annual amount of the water-rate shall not exceed four per cent of the value of the land, as entered on the municipal valuation roll in force, and moreover, in such cases, the municipality shall not be bound to lay the distribution pipes to the line of the street, but it shall be necessary that the main pipe of the water-works system pass in front of such said lots not built upon. Whatever may be the value of the land as entered in the valuation roll, the annual amount of the tax hereinabove mentioned shall not be less than twelve dollars nor exceed fifty dollars per lot.”

Lots not  
built  
upon.

**3.** Paragraph 8a of section 473 of the said act, enacted for the city by section 5 of chapter 118 of the statutes of 1959/1960, is replaced by the following:

R.S.,  
c. 193,  
s. 473,  
replaced  
for city.

“8a. The city is empowered to grant by resolution a life pension not exceeding one hundred dollars per month to each of its permanent employees leaving the service of the city after completing at least twenty-five years of continuous service and having reached their sixtieth birthdays. However, should it happen that such persons benefit by a pension fund created under the provisions of this act, the life pension shall lapse.”

Pension to  
certain  
employees.

**4.** Section 518 of the said act is amended for the city by replacing the second paragraph by the following:

R.S.,  
c. 193,  
s. 518, am.  
for city.

“When they are charged to the owner, the compensation for the sewer service and the water-rate mentioned in subparagraph b of paragraph 23 of section 427 and in paragraph 4 of section 442 or the compensation provided for in paragraph 3 of section 525 have the

Compensation for  
sewer  
service.

sont assimilées à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elles sont dues.»

S.R.,  
c. 193,  
a. 525,  
mod. pour  
cité.

Compensa-  
tion pour  
services  
municipaux.

Immeuble  
utilisé à des  
fins commerciales.

**5.** L'article 525 de ladite loi est modifié, pour la cité, par l'addition, après le paragraphe 2°, du suivant:

«3° Sur tout propriétaire aux lieu et place de la taxe de vidanges prévue au paragraphe 11°a de l'article 427, tel qu'édicte pour la cité de Thetford Mines par l'article 4 du chapitre 59 des lois de 1948, de la taxe d'eau prévue au paragraphe 4° de l'article 442, une compensation pour services municipaux à raison de chaque local pouvant être occupé distinctement et dont le conseil fixera le montant chaque année.

Lorsqu'un immeuble est utilisé en tout ou en partie à des fins commerciales ou industrielles, cette compensation équivaut au plus haut des deux montants suivants, soit celui d'une charge imposée selon la valeur réelle d'un tel immeuble au taux fixé par le conseil, soit celui fixé par le conseil pour chaque local pouvant être occupé distinctement.»

1948, c. 59,  
a. 5 et  
1959/1960,  
c. 118,  
a. 14, ab.

Entrée en  
vigueur.

**6.** L'article 5 du chapitre 59 des lois de 1948 et l'article 14 du chapitre 118 des lois de 1959/1960 sont abrogés.

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

same rank as a real estate tax imposed on the immoveable in respect of which they are due."

**5.** Section 525 of the said act is amended for the city, by adding, after paragraph 2, the following:

"(3) On any owner, in the place and stead of the garbage tax provided for in paragraph 11a of section 427, as enacted for the city of Thetford Mines by section 4 of chapter 59 of the statutes of 1948, of the water-rate provided for in paragraph 4 of section 442, a compensation for municipal services for every unit that may be occupied separately the amount of which shall be fixed each year by the council.

Where an immoveable is used in whole or in part for commercial or industrial purposes, such compensation shall be equivalent to the higher of the two following amounts: a charge imposed on the basis of the actual value of that immoveable at the rate fixed by council, or the amount fixed by the council for every unit that may be occupied separately."

**6.** Section 5 of chapter 59 of the statutes of 1948 and section 14 of chapter 118 of the statutes of 1959/1960 are repealed.

**7.** This act shall come into force on the day of its sanction.